

XAP TECHNOLOGY

298 rue des Entrepreneurs

30420 Calvisson



BUREAU CONTROLE :



APAVE
7 rue de la Grande Terre - Zone EURO 2000-
30132 CAISSARGUES
Tél : 04 66 68 90 98

COORDONNATEUR SECURITE CHANTIER :



APAVE
7 rue de la Grande Terre - Zone EURO 2000-
30132 CAISSARGUES
Tél : 04 66 68 90 98

BE STRUCTURE :



ABAQUE
16 Avenue Maréchal Leclerc
84510 Caumont-sur-Durance
Tél : 04 90 33 48 61
Mél : abaque.bet@gmail.com

BE FLUIDES :



CETEX INGENIERIE
285, rue Gilles Roberval
CS 32028 - 30915 NIMES CEDEX 2
Tél : 04 66 68 01 30

BE STRUCTURE METALLIQUE :



E3CM
16 PA de BEL AIR
56130 MARZAN

MAITRE D'OEUVRE :



LP INGENIERIE
4, Avenue du Midi
30111 Congenies
Tél : 04 66 53 01 14
Mél : contact@lp-ingenierie.fr

MAITRE D'OUVRAGE



XAP TECHNOLOGY
298 rue des entrepreneurs
30420 Calvisson
Tél : 04 66 02 94 94
Mél : contact@xap.fr

Lot n°00

PRESCRIPTIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS

CCTP

Dossier	22-04 T
Date	09/06/2022
Phase	DCE
Indice	0

SOMMAIRE

00.1 DÉFINITION GÉNÉRALE DE L'OPÉRATION.....	3
00.1.1 PRÉSENTATION DU PROJET.....	3
00.1.2 DONNEES REGLEMENTAIRES.....	3
00.1.3 INTERVENANTS.....	3
00.1.4 ALLOTISSEMENT.....	3
00.1.5 INTERVENTION EN SITE OCCUPE.....	4
00.1.5.1 PHASAGE / ORGANISATION GENERALE.....	4
00.1.5.2 NETTOYAGE / PROPRETE.....	4
00.2 CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	4
00.2.1 CONNAISSANCE DU PROJET.....	4
00.2.2 CONFORMITÉ.....	4
00.2.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	4
00.2.4 CARACTÈRE DU MARCHÉ.....	5
00.2.5 LIMITE DE PRESTATION.....	5
00.3 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	5
00.3.1 PLANNING.....	5
00.3.2 ORGANISATION DU CHANTIER.....	5
00.3.2.1 MOE - OPC.....	5
00.3.2.2 INSTALLATION DE CHANTIER.....	5
00.3.2.3 ACCÈS AU CHANTIER.....	5
00.3.2.4 CHOIX DES MATÉRIAUX.....	5
00.3.2.5 DÉPENSES COMMUNES.....	5
00.3.2.6 PROPRETÉ ET NETTOYAGE.....	6
00.3.2.7 TRAIT DE NIVEAU.....	6
00.3.2.8 MANUTENTION, STOCKAGE ET LEVAGE.....	6
00.3.2.8.1 METAH (Mutualisation des Équipements de Travail et d'Accès en Hauteur).....	6
00.3.2.8.2 SCALP (Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraison à Pied d'œuvre).....	6
00.3.2.9 RÉSERVATIONS, SCELLEMENTS ET RACCORDS.....	7
00.3.2.10 PROTECTION DES OUVRAGES.....	7
00.3.2.11 QUALITÉ ET PROVENANCE DES MATÉRIAUX.....	8
00.3.2.12 RÉCEPTION DES SUPPORTS.....	8
00.3.2.13 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.....	8
00.3.2.14 CONSERVATION DES CLÉS.....	8
00.3.2.15 INFILTROMÉTRIE.....	8
00.3.2.16 ESSAIS ACOUSTIQUES.....	9
00.3.3 RÉCEPTION.....	9
00.3.3.1 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES.....	9
00.3.3.2 DÉROULEMENT DE LA RÉCEPTION.....	9
00.3.3.3 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	9
00.3.3.3.1 ESSAIS ET CONTRÔLE DES LOTS TECHNIQUES.....	9
00.3.3.3.2 DOSSIER DE RECOLEMENT	9

Code	Désignation																
00.1	DÉFINITION GÉNÉRALE DE L'OPÉRATION																
00.1.1	PRÉSENTATION DU PROJET Le présent descriptif a pour objet de définir les travaux à réaliser pour l'extension d'un bâtiment à usages industriel et de bureaux, sur la commune de CALVISSON (30). Le projet se décompose en 2 zones distinctes. <ul style="list-style-type: none">• une zone neuve à créer• une zone existante à rénover																
00.1.2	DONNEES REGLEMENTAIRES <table><tr><th>Type de bâtiment</th><th>Bureaux et industriel</th></tr><tr><td>Catégorie</td><td>/</td></tr><tr><td>Zone sismicité</td><td>2</td></tr><tr><td>Zone neige</td><td>B2</td></tr><tr><td>Zone vent</td><td>3</td></tr><tr><td>Zone climatique</td><td>H3</td></tr><tr><td>Exposition au bruit</td><td>/</td></tr><tr><td>Altitude</td><td>45 m</td></tr></table>	Type de bâtiment	Bureaux et industriel	Catégorie	/	Zone sismicité	2	Zone neige	B2	Zone vent	3	Zone climatique	H3	Exposition au bruit	/	Altitude	45 m
Type de bâtiment	Bureaux et industriel																
Catégorie	/																
Zone sismicité	2																
Zone neige	B2																
Zone vent	3																
Zone climatique	H3																
Exposition au bruit	/																
Altitude	45 m																
00.1.3	INTERVENANTS <u>MAITRE D'OUVRAGE :</u> XAP TECHNOLOGY 298 rue des entrepreneurs 30420 Calvisson <u>BUREAU DE CONTROLE :</u> APAVE 7 rue de la Grande Terre - Zone EURO 2000- 30132 CAISSARGUES <u>COORDONATEUR SPS :</u> APAVE 7 rue de la Grande Terre - Zone EURO 2000- 30132 CAISSARGUES <u>MAITRE D'OEUVRE EXE / OPC :</u> LP INGENIERIE 4, Avenue du Midi 30111 Congenies <u>BET STRUCTURE :</u> ABAQUE 16 Avenue Maréchal Leclerc 84510 Caumont-sur-Durance <u>BET FLUIDES :</u> CETEX INGENIERIE 285, rue Gilles Roberval CS 32028 - 30915 NIMES CEDEX 2																
00.1.4	ALLOTISSEMENT Lot n°00 PRESCRIPTIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS Lot n°01 TERRASSEMENTS - GROS ŒUVRE																

Code	Désignation
	<p>Lot n°02 DALLAGE INDUSTRIEL Lot n°03 ETANCHEITE Lot n°04 CHARPENTE MÉTALLIQUE Lot n°05 MENUISERIES EXTÉRIEURES Lot n°06 DOUBLAGES / CLOISONS / FAUX-PLAFONDS Lot n°07 MENUISERIES INTÉRIEURES Lot n°08 CARRELAGE / FAÏENCE Lot n°09 SOLS SOUPLES Lot n°10 PEINTURE Lot n°11 SERRURERIE Lot n°12 ENDUITS DE FAÇADES Lot n°13 PLOMBERIE / CHAUFFAGE / VMC Lot n°14 ÉLECTRICITÉ CFO-CFA Lot n°15 VRD</p>
00.1.5	<p>INTERVENTION EN SITE OCCUPE</p> <p>La maîtrise d'oeuvre informe les entreprises que les travaux seront réalisés en site occupé. En conséquence, les prescriptions du PGC (plan Général de Coordination) présent dans le dossier devront être impérativement respectées.</p>
00.1.5.1	<p>PHASAGE / ORGANISATION GENERALE</p> <p>Le phasage établi en début d'opération pourra à tout moment être ajusté en fonction des besoins du maître d'ouvrage et des disponibilités des zones de travaux.</p> <p>Ces ajustement ne pourront en aucun cas générer de demande de revalorisation des prix.</p>
00.1.5.2	<p>NETTOYAGE / PROPRETE</p> <p>Le nettoyage des zones de travail et l'évacuation des déchets et gravats devra se faire de manière quotidienne.</p> <p>En cas de manquements aux règles, une entreprise de nettoyage viendra immédiatement faire le nécessaire aux frais de l'entreprise fautive.</p>
00.2	<p><u>CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ</u></p>
00.2.1	<p>CONNAISSANCE DU PROJET</p> <p>Par le seul fait de soumissionner, les entreprises reconnaissent qu'elles ont une parfaite connaissance du projet, des lieux, ainsi que des descriptions des autres corps d'état.</p> <p>Les entreprises devront prendre les lieux dans l'état où ils se trouvent, avec toutes les sujétions qui résultent de leur propre topographie et de leur accès.</p> <p>Elles ne pourront se prévaloir des difficultés qu'elles pourraient rencontrer pour demander une modification du prix consenti dans leur soumission.</p>
00.2.2	<p>CONFORMITÉ</p> <p>Les ouvrages seront exécutés en conformité avec les normes et règlements techniques en vigueur à la date de l'arrêté du PC. et, en particulier, avec les textes ci-après :</p> <p>1) Normes et règles techniques Règles de calcul, Normes Françaises (NF) D.T.U. et notamment ceux réunis dans le R.E.E.F., Cahiers du Centre Scientifique et technique du bâtiment (C.S.T.B.), Avis techniques favorables du C.S.T.B. pour les matériaux non traditionnels, Normes françaises de l'U.T.E.</p> <p>2) Textes législatifs Décret du 31 Mars 1992 modifiant le Code du Travail.</p> <p>3) Règles professionnelles édictées par les chambres syndicales</p>
00.2.3	<p>CONSISTANCE DES TRAVAUX</p> <p>L'exécution des travaux comprendra, sans que cette liste soit limitative suivant le corps d'état :</p> <p>1) La fourniture des matériaux, 2) Le transport à pied d'oeuvre, 3) Le stockage, 4) La mise en oeuvre, 5) Le montage ou la descente de tous les matériaux ou matériels nécessaires à tous ouvrages, 6) L'exécution par tous moyens, 7) La pose et la fixation, 8) Le réglage et le scellement corrects de tous les ouvrages à fournir, 9) Le nettoyage du chantier, des abords et des ouvrages, 10) L'enlèvement des gravats, emballages, protections,... 11) Les échafaudages, 12) Les essais et le maintien en bon état de fonctionnement pendant la période de garantie,</p>

Code	Désignation
	<p>13) Les protections et tous les dispositifs de sécurité.</p> <p>D'une façon générale et dans les limites fixées par les prestations, tous les prix devront comporter, sans aucune réserve, l'exécution ainsi que la fourniture de tous les travaux accessoires nécessaires à assurer un parfait fonctionnement des installations, une exécution soignée et un parfait achèvement des travaux demandés. Il ne sera pas accepté de plus value provenant d'omissions ou de manque de coordination entre les entrepreneurs, chacun étant tenu, tant au cours de l'étude de prix qu'à l'exécution</p> <p>1) De signaler aux corps d'état intéressés, les travaux complémentaires ou de liaison qui lui sont nécessaires pour parfaire ses ouvrages et qui ne sont pas explicitement mentionnés au présent descriptif, 2) De s'assurer de tous ces travaux dans le cas où le descriptif n'en fait pas état explicitement, 3) De s'assurer de l'exactitude des prescriptions et des cotes de tous les dessins et documents qui lui seront remis et de signaler en temps utile au Maître d'oeuvre les erreurs ou omissions éventuelles.</p> <p>L'Entrepreneur s'assurera également des prescriptions administratives du permis de construire et de toutes celles en complément notamment en ce qui concerne la sécurité.</p>
00.2.4	<p>CARACTÈRE DU MARCHÉ</p> <p>Le marché est conclu de manière forfaitaire entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur. Il est non actualisable et non révisable.</p>
00.2.5	<p>LIMITE DE PRESTATION</p> <p>Les limites de prestation entre les lots sont définies dans les CCTP des lots concernés et ainsi que dans le tableau des limites de prestation joint au dossier.</p>
00.3	<p><u>MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ</u></p>
00.3.1	<p>PLANNING</p> <p>Le planning TCE de l'opération est fixé à 10 mois compris période de préparation de 1 mois à la date de signature de l'ordre de service du titulaire du lot GROS OEUVRE.</p>
00.3.2	<p>ORGANISATION DU CHANTIER</p>
00.3.2.1	<p>MOE - OPC</p> <p>L'organisation du chantier est confiée à un maître d'oeuvre qui assure également la mission OPC (ordonnancement Pilotage Coordination). A ce titre, il peut demander à toutes les entreprises prenant part au chantier la fourniture d'échantillons, plans techniques, mode opératoire, détails, ou tout autre élément nécessaire à sa mission tel que logement ou ouvrage témoin. En outre, l'absence de demande de la part du maître d'oeuvre ne saurait justifier d'un manquement à la remise d'un document utile au bon déroulement du chantier de la part de l'entreprise.</p>
00.3.2.2	<p>INSTALLATION DE CHANTIER</p> <p>L'installation de chantier est intégrée au marché du lot GROS OEUVRE. A ce titre, il remettra en début de chantier un plan d'installation figurant l'ensemble des équipements listés dans le PGC.</p> <p>Les frais d'utilisation et de consommation entreront dans le cadre du compte prorata. L'entrepreneur du lot GO devra aménager un local propre pour les réunions de chantier, il assurera d'autre part la surveillance du chantier jusqu'à la réception. L'installation devra être conforme aux demandes faites dans le PGC du coordonnateur SPS joint au dossier de consultation. L'ensemble des entreprises est tenu d'avoir pris connaissance du PGC, et ne pourra en aucun cas présenter une facturation complémentaire pour respecter ce document.</p>
00.3.2.3	<p>ACCÈS AU CHANTIER</p> <p>Le personnel de toutes les entreprises devront porter sur eux la carte d'identité professionnelle. Deux Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) (si moins de 20 travailleurs sur le chantier) devront être présent en permanence sur le chantier Les travailleurs ne parlant pas français doivent être accompagnés d'un interprète salarié de même entreprise.</p>
00.3.2.4	<p>CHOIX DES MATÉRIAUX</p> <p>Les matériels et les matériaux que les entrepreneurs se proposent d'utiliser dans la construction devront obligatoirement être soumis à l'acceptation de la maîtrise d'oeuvre. Les marques indiquées au présent CCTP sont données à titre de référence. Il peut être proposé une autre fabrication de qualité et classement équivalent. La maîtrise d'oeuvre se réserve le droit de faire prélever et éprouver en laboratoire tous les matériaux utilisés sur le chantier et aux frais des entrepreneurs concernés.</p>
00.3.2.5	<p>DÉPENSES COMMUNES</p> <p>Les entreprises passeront entre elles une convention de compte prorata, qui rendra forfaitaire les dépenses de l'article 12 de la Norme P 03001 Annexe A (octobre 2017) à l'exception de celle qui concerne le remplacement ou la remise en état des fournitures mises en oeuvre ou détériorées. Pour cette dernière catégorie chaque corps d'état effectuera les travaux nécessaires relevant de sa spécialité à ses propres frais.</p>

Code	Désignation
	<p>Toutes les entreprises , suivant 'décomposition en lots' , cotiseront de façon proportionnelle au montant de leur marché de base au compte prorata , qu'elles sous traitent une partie de leur travaux ou pas , qu'elles utilisent ou pas les installations communes.</p> <p>Il sera géré par l'entreprise adjudicatrice du lot n°2 "Gros oeuvre" sous le contrôle des membres de la commission de compte prorata.</p> <p>La commission de compte prorata sera constituée des représentants de l'ensemble des corps de métiers.</p> <p>Ils sont élus à la fin du premier mois de travaux au plus tard.</p> <p>Une convention de compte prorata sera établie par le gestionnaire, validée et signée par les entreprises.</p>
00.3.2.6	<p>PROPRETÉ ET NETTOYAGE</p> <p>Le bâtiment devra être maintenu en permanence en parfait état de propreté, les gravois étant évacués chaque jour du chantier.</p> <p>Chaque corps d'état devra laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de ses travaux.</p> <p>Chaque entrepreneur se chargera de l'évacuation de ses propres déblais, gravois, déchets, jusqu'au lieu de stockage sur chantier déterminé par le lot G.O, en accord avec l'encadrement du chantier.</p> <p>Il procédera en outre, au nettoyage, à la préparation et à la mise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.</p> <p>Les gravois et déchets mis en dépôt seront enlevés aux décharges publiques aux frais et à la charge de l'entrepreneur de G.O avec suivi des déchets du chantier et bordereaux de suivi à remettre au maître d'oeuvre.</p> <p>Aucun déblai ne sera jeté par les baies.</p> <p>Chaque fois que l'enlèvement des gravois, déchets, et le nettoyage des zones de travail, ne seront pas immédiatement exécutés par l'entrepreneur responsable, le Maître d'oeuvre pourra faire exécuter ce travail par une entreprises de son choix (intérieure ou extérieure au chantier), aux frais, risques et périls de l'entreprise défaillante, sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable de celle-ci.</p> <p>Le terrain sera mis en état lors de l'achèvement des travaux, les installations de chantier démolies et enlevées, les frais de ces travaux étant à la charge du lot G.O.</p> <p>La nature des différents nettoyages dus par chacune des entreprises est précisée dans la description de son lot.</p> <p>En fin de chantier, si certains ouvrages ne sont pas dans un état de propreté convenable avant les opérations de nettoyage prévues au lot PEINTURE, les frais engendrés par la mise au propre des zones concernées seront intégralement imputables aux entreprises concernées si ces dernières sont identifiables.</p>
00.3.2.7	<p>TRAIT DE NIVEAU</p> <p>Trait de niveau tracé en périmétrie de chaque local et entretenu jusqu'à la fin du chantier, par le titulaire de lot N°02 GO. Il sera notamment rabattu par le lot n°05 Cloison doublage après cloisonnement à la demande des autres corps d'état.</p>
00.3.2.8	<p>MANUTENTION, STOCKAGE ET LEVAGE</p> <p>La mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) et la sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP), devront être mis en place en respectant les préconisations du guide 2015 de la CARSAT : Travaux en Hauteur Circulation Manutention.</p> <p>Pendant la durée du chantier des moyens communs de prévention de risques seront mis en place afin de respecter les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dispositifs de protections collectives pour les travaux en hauteur - Plates-formes de travail pour les travaux en hauteur et leur accès - Moyens de transports des personnes pour accéder aux ouvrages en pied d'œuvre - Moyens de transports, levages, manutention des matériels, matériaux et équipement techniques pour approvisionner dans les ouvrages et distribuer à pied d'œuvre -Moyens d'évacuation des déchets produits durant le chantier
00.3.2.8.1	<p><u>METAH (Mutualisation des Équipements de Travail et d'Accès en Hauteur)</u></p> <p>Le procédé METAH est la mise de place de moyens communs de prévention entre tous les corps d'état pendant toute la durée du chantier :</p> <p>Mise en place, entretien et dépose d'un échafaudage de pied par le lot Enduit de Façade pour les travaux décrits aux paragraphes suivants :</p> <p>Mise en œuvre des protections collectives pour les lots GROS ŒUVRE, SERRURERIE, MENUISERIES EXTERIEURES, CHARPENTE MÉTALLIQUE, RAVALEMENT et ELECTRICITE.</p> <p>Du planning et du programme d'exécution des travaux, en particulier les rotations d'engins et d'évacuations.</p> <p>Les dispositifs de sécurité prévus au PGC.</p> <p>La fourniture des dispositifs de fixations, appareils d'appui, boulons et rails d'ancrage, lorsque ceux-ci doivent être incorporés au GROS-OEUVRE.</p> <p>Mise en place dans la structure d'échafaudages, de recettes à matériaux sécurisés afin de permettre l'acheminement des matériaux pour l'ensemble des lots pendant la durée totale du chantier.</p> <p>Conformément aux indications des plans et du présent C.C.T.P.</p> <p>Pour les échafaudages :</p> <p>Ces installations pourront être selon les conditions du chantier les suivantes : Garde-corps avec lisse basse, platelages de protection-écrans ou autres dispositifs anti poussière-bâches de protection contre la pluie, filets anti chute pour matériaux et matériel-protections de revêtements de sols et d'escaliers.</p> <p>Tous les frais consécutifs aux prescriptions du présent article font partie du prix du marché ainsi que les contrôles et autorisation de montage et démontage.</p> <p>Il sera pris en compte le planning d'exécution pour la détermination de la durée de location de ces échafaudages et le phasage de pose et de dépose niveau par niveau dans le cadre d'une optimisation de la durée et de la quantité d'échafaudage à mettre en place pour la mutualisation des travaux de GROS ŒUVRE, SERRURERIE, MENUISERIES EXTERIEURES, CHARPENTE MÉTALLIQUE, RAVALEMENT et ELECTRICITE.</p>
00.3.2.8.2	<p><u>SCALP (Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraison à Pied d'œuvre)</u></p> <p>Le procédé SCALP est la mise de place de moyens communs de prévention entre tous les corps d'état pendant toute la durée du chantier :</p> <p>Mise en place, et entretien du cheminement béton en extérieure depuis la rue vers l'entrée travaux du bâtiment jusqu'à la réalisation des travaux de voirie définitive par le lot TERRASSEMENTS / VRD.</p> <p>Mise en œuvre des protections collectives pour les cheminements pour l'ensemble des lots.</p> <p>Les dispositifs de sécurité prévus au PGC.</p> <p>La fourniture des dispositifs de fixations, appareils d'appui, boulons et rails d'ancrage, lorsque ceux-ci doivent être incorporés au</p>

Code	Désignation
	<p>GROS-OEUVRE. Réalisation d'une aire de livraison stabilisée suivant plan d'installation de chantier. Mise en place d'escaliers provisoires ou d'échelles escalier type Échelle Européenne et/ou par l'intérieur des échafaudages y compris garde-corps pour l'accès aux travaux en fond de fouille et jusqu'à la mise en place des escaliers définitifs. Mise en place de grue pour le levage et pour les recettes à matériaux avec un trans-palettes ou diables à l'intérieur des logements. Les recettes à matériaux devront être mises en place au droit des ouvertures toutes hauteurs en R+1 pour la livraison des matériaux des lots menuiseries extérieures, cloisons. Mise en place d'éclairage sur l'ensemble des circulations suivant prescription PGC.</p>
00.3.2.9	<p>RÉSERVATIONS, SCELLEMENTS ET RACCORDS</p> <p><u>Réservations :</u> Trous, trémies, saignées et feuillures seront réservés par le titulaire du lot G.O dans les ouvrages en béton, suivant plans établis et remis dans les délais fixés par le Maître d'oeuvre par chacune des entreprises. La mise en place de tous les taquets ou rails nécessaires est à la charge du lot G.O. Leur fourniture est assurée par les corps d'état intéressés. Il est précisé que les entreprises n'ayant pas fournis à temps leurs plans de réservations supporteront les frais de percements retardés. Les entreprises vérifieront sur place, avant coulage du béton l'implantation des trous et trémies réservées et resteront solidairement responsables avec le G.O en cas de mauvaise implantation.</p> <p><u>Percements :</u> Percements dans les ouvrages autres que ceux en béton à la charge de chaque entreprise, à l'exception des menuiseries et ouvrages similaires, incorporés dans la maçonnerie, pour lesquels les saignées, trous et feuillures seront dus par le lot G.O. Toutefois, les percements sur matériaux spéciaux, tels que pierre, marbre, revêtements décoratifs, seront effectués respectivement par les entreprises chargées de leur mise en oeuvre et à leur frais, suivant les plans établis et remis dans les mêmes délais que ceux fixés ci-dessus, par chacune des autres entreprises intéressées qui supporteront, en cas de non observation de cette condition, les frais de percements commandés après délai.</p> <p><u>Scellements :</u> Tous les entrepreneurs assurent la mise en place et le scellement de leurs ouvrages et en sont garants, afin que puisse être nettement définie la responsabilité de tous les désordres constatés, soit du fait de leur fabrication, soit du fait de la pose.</p> <p>Rebouchage en retrait, la finition étant exécutée : Par le lot PEINTURE à l'enduit garnissant, pour les ouvrages intérieurs Par le Gros Oeuvre pour les ouvrages extérieurs sur ses ouvrages. Les scellements et calfeutrements des bâtis et huisseries incorporés dans le béton ou la maçonnerie seront exécutés par le G.O et à sa charge. La pose et le scellement des bâtis et huisseries dans les cloisons seront exécutés par l'entreprise de cloison et à sa charge. La pose et le scellement des bâtis et huisseries dans la maçonnerie mis en place après coulage seront exécutés par l'entreprise de menuiseries intérieures et à sa charge.</p> <p><u>Raccords :</u> Exécution en finition par le titulaire du lot G.O et à sa charge, sauf en ce qui concerne les pierres, marbres et revêtements décoratifs ou non, et sur charpente métallique, à la charge des entreprises intéressées.</p> <p><u>Rebouchage des saignées :</u> Mêmes dispositions que ci-dessus. Nota : Les reprises et bouchages de trémies ou réservations intéressées par le calcul de structure ou la stabilité au feu, seront toujours réalisés par le titulaire du lot GROS OEUVRE.</p> <p>La proposition de prix de chaque entrepreneur devra tenir compte de la règle qui précède.</p>
00.3.2.10	<p>PROTECTION DES OUVRAGES</p> <p><u>Protection des ouvrages propres à chaque entreprise</u> Chaque entrepreneur devra, sauf exception stipulée ci-après, assurer la protection efficace de ses propres ouvrages contre les dégradations et salissures de toutes sortes, jusqu'à la livraison du chantier, étant bien entendu que le coût des moyens à mettre en oeuvre pour satisfaire à cette exigence est, quels qu'ils soient, compris dans le montant forfaitaire du marché de l'entreprise. Les ouvrages devant faire l'objet de cette protection comprennent, non limitativement :</p> <p><u>Menuiseries bois</u> Protection par équerres de contre-plaqué des arrêtes de toute huisserie bois, et ce sur 0,70 m sous le trait de niveau de 1.00 m. Blocage soigneux (cales bois et pointes proscrites) de vantaux sur huisseries en façades de préférence par quincaillerie provisoire à récupérer. La pose de crémone ou serrures sans poignées sera refusée.</p> <p><u>Menuiseries extérieures</u> Conservation des plastiques de protection des châssis et des tampons de vitrage.</p> <p><u>Carrelage – Revêtements</u> Protection des sols intérieurs posés, par film polyane ou feuilles de cartons. En tout état de cause, le carreleur ne pourra faire état de revêtements de sols dégradés par une mise en service prématurée, les entrées de locaux fraîchement revêtus devant être obligatoirement condamnés par un moyen efficace (et non sommairement obturées) durant le temps de séchage réglementaire après rejointoiement. Interdiction de déposer des outils ou portes dégonnées dans cet appareil durant les travaux des sols muraux.</p> <p><u>Plomberie – Sanitaire</u></p>

Code	Désignation
	<p>Protection de tous les appareils sanitaires, intérieurs, extérieurs, par feuille plastique immobilisée par tampons de plâtre et ruban adhésif. Cartons linéaires dans baignoires. Protection de la robinetterie par sachets plastiques.</p> <p><u>Protection des ouvrages déjà exécutés, lors d'une intervention susceptible de les dégrader</u> Chaque entreprise qui aurait à travailler sur un ouvrage réalisé par un autre corps d'état devra impérativement prendre les dispositions nécessaires à la parfaite conservation des ouvrages exclus des dispositions ci-dessus. En cas de doute, il devra avertir le maître d'œuvre et l'entreprise concernée avant les travaux susceptibles de dégrader le support. Liste non exhaustive.</p> <p><u>Peinture</u> D'une façon générale, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions qui s'imposent pour assurer la protection des surfaces qui pourraient être tachées, attaquées, etc.... comme les sols, appareillages divers et robinetterie.</p>
00.3.2.11	<p>QUALITÉ ET PROVENANCE DES MATÉRIAUX</p> <p>Tous les matériaux employés seront neufs et de première qualité, conformes aux normes en vigueur ou aux spécifications des différents Documents Techniques. La provenance des matériaux se fera à partir d'usine ou de carrière agréée par le Maître d'œuvre et le Bureau de Contrôle. Tout changement de fournisseur pendant la phase de chantier est interdit, afin d'assurer une constance dans la qualité des matériaux mis en œuvre. Avant démarrage des travaux, l'entreprise fournira les échantillons des matériaux, ainsi que les procès-verbaux d'essais justifiant que leur qualité est conforme à la réglementation en vigueur, au présent descriptif et aux règles de l'art. En cours de travaux, toute fourniture non conforme, ou de qualité inférieure aux matériaux déjà mise en œuvre, peut être refusée par le Maître d'œuvre et évacuée au frais, risques et périls de l'entreprise. Les matériaux seront stockés sur l'aire de chantier, à l'abri des intempéries et protégés contre tout risque de souillure.</p>
00.3.2.12	<p>RÉCEPTION DES SUPPORTS</p> <p>Dans un esprit général, tout début de mise en œuvre de matériau sur un support ou subjectile donné, implique tacitement l'acceptation par l'entreprise concernée de l'état de ce support ou subjectile. Il appartient donc à chaque entrepreneur de provoquer en temps utile, conformément au planning des travaux, la réception du support intéressant ses prestations, et ceci en compagnie des personnes concernées. Il sera prévu, non limitativement, les réceptions partielles suivantes, à la demande des entreprises : Carrelage / faïence : Réception des sols et parties verticales devant recevoir ces matériaux par les entrepreneurs de Gros Œuvre, cloisons. Enduits de façades : Réception avec Gros Œuvre, murs et ouvrages sur façades avant application des enduits ou peintures. Peinture : Réception supports maçonnés et menuisés avec lots : Gros Œuvre, doublages/cloisons/faux-plafonds et menuiseries, ainsi qu'avec le lot serrurerie. Pour le cas où l'exécution des ouvrages sur lesquels il aura à travailler ne lui semble pas satisfaisante, il devra en rendre compte immédiatement au Maître d'œuvre, avant tout commencement de travail, faute de quoi il ne pourra se décharger sur un autre entrepreneur si, par la suite, ses travaux sont jugés irrecevables, ni prétendre à un supplément de prix pour un travail non prévu.</p>
00.3.2.13	<p>HYGIÈNE ET SÉCURITÉ</p> <p>Il est précisé à l'Entreprise d'incorporer dans ses prix unitaires l'ensemble des dispositions relatives à l'Hygiène et la Sécurité de chantier, qui la concerne, et elle sera contractuellement tenue de prendre toutes les dispositions qui s'imposent afin de respecter la Loi n° 96-1418 du 31 décembre 1993, ainsi que le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la Sécurité et à l'Organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) établi par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, cité dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières aux articles "Pièces constitutives du marché" constitue donc une pièce ESSENTIELLE du dossier de consultation. Ce document ne se substitue pas à l'ensemble de la réglementation relative à la sécurité sur les chantiers du bâtiment, notamment au décret du 8 janvier 1965.</p>
00.3.2.14	<p>CONSERVATION DES CLÉS</p> <p>Les clés restent sous la responsabilité des entrepreneurs dont les lots comportent cette prestation. Ils doivent conserver en bon état et en ordre selon les prescriptions suivantes : Les serrures et verrous de sûreté possédant trois clés au minimum, la perte de l'une d'elles entraînera le changement automatique de la serrure ou du verrou correspondant. Toute remise de clé devra faire l'objet d'un reçu précisant les noms, la qualité de la personne à qui ces clés sont remises avec la date de remise. Les clés déformées ou rouillées seront refusées à la réception provisoire. Les clés sont mises en trousseaux avec les étiquettes correspondantes.</p>
00.3.2.15	<p>INFILTROMÉTRIE</p> <p>Les tests d'infiltrométrie seront effectués par l'organisme missionné par le Maître d'Ouvrage. Deux contrôles seront effectués : - 1 test intermédiaire, après la mise hors d'air du bâtiment, - 1 test final, après achèvement des travaux pouvant affecter la perméabilité de l'enveloppe.</p> <p>Test intermédiaire : Ce contrôle devra être effectué après la mise en œuvre : - des menuiseries extérieures et de leurs joints d'étanchéités, - des passages de gaines, pose des boîtiers de dérivation, attentes et réseaux électriques, - des réseaux de plomberie ; - et avant la mise en œuvre : - des parements intérieurs en plaques de plâtre sur les parois verticales et les plafonds,</p>

Code	Désignation
	<p>- des cloisons de répartition intérieures, Ce premier contrôle permet de localiser les sources de fuite par caméra thermique et fumée. Les titulaires de tous les lots ayant eu une intervention sur l'enveloppe d'étanchéité, devront être présents. La recherche de fuites vise à mettre en évidence les points défectueux afin de corriger les défauts avant le test final. Chaque entreprise concernée par les fuites devra reprendre ses ouvrages afin de supprimer les fuites.</p> <p>Test final : Un test final à la réception du chantier sera effectué. Dans l'éventualité où le relevé ne satisferait pas au niveau d'étanchéité à l'air requis, l'organisme chargé du test devra localiser les sources de fuite par caméra thermique et fumée. Les titulaires de tous les lots ayant eu une intervention sur l'enveloppe d'étanchéité devront être présent et en mesure de démonter localement le parement correspondant à la fuite pour identifier le défaut et le lot responsable de la malfaçon. Tous les frais engendrés seront à la charge du lot ayant commis la malfaçon.</p> <p>Test complémentaire : Un ou plusieurs tests complémentaires peuvent être nécessaires, soit à l'issue du premier contrôle si les résultats sont très éloignés de l'objectif fixé d'étanchéité à l'air, et si la multiplicité des sources de fuites ne permet pas de toutes les situer clairement, soit à l'issue du contrôle final si l'objectif n'est pas atteint. Dans l'éventualité où le relevé ne satisferait pas au niveau d'étanchéité à l'air requis, l'organisme chargé du test devra localiser les sources de fuite par caméra thermique et fumée. Les tests supplémentaires seront facturés aux lots responsables des non conformités.</p>
00.3.2.16	<p>ESSAIS ACOUSTIQUES</p> <p>Les entreprises sont informées que le maître d'ouvrage confie à un professionnel agréé la mission de réalisation des tests acoustique et qu'elles devront permettre à ce professionnel l'accomplissement de sa mission, qui est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En phase de préparation de chantier : réunion de sensibilisation avec présence obligatoire de toutes les entreprises ; - En suivi d'exécution : deux mesures acoustiques seront effectuées : <ul style="list-style-type: none"> A) Une réalisée après le clos et le couvert, le passage des chutes et des réseaux VMC, B) Une à la livraison du bâtiment comprenant le nombre de mesures réglementaires. <p>Ces mesures ont pour objet de contrôler et mesurer les transmissions des bruits d'impacts et des bruits aériens. Elles seront réalisées au hasard et dans plusieurs logements, en présence des entreprises concernées. Le rapport qui suivra devra le cas échéant être pris en compte par les entreprises.</p> <p>Les frais des dégradations éventuelles des ouvrages exécutés seront à la charge des entreprises responsables des non conformités.</p>
00.3.3	<p>RÉCEPTION</p>
00.3.3.1	<p>DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES</p> <p>Les définitions, spécifications, caractéristiques, tolérances dimensionnelles, classifications et mise en oeuvre doivent correspondre aux prescriptions des D.T.U. et des normes A.F.N.O.R. en vigueur à l'époque de l'exécution. Les entreprises devront exécuter sans exception ni réserve tous les travaux nécessaires à l'achèvement complet des travaux projetés. Les entreprises ne pourront jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et devis puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux ou les autorisent à demander un supplément de prix.</p>
00.3.3.2	<p>DÉROULEMENT DE LA RÉCEPTION</p> <p>La maîtrise d'œuvre définira en cours de chantier les modalités du déroulement de la réception. Elle sera conforme aux modalités définies dans la Norme NFP 03-001 et pourra être précédée d'une ou plusieurs opération de pré réception (OPR) suivant les besoins du chantier.</p>
00.3.3.3	<p>DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES</p>
00.3.3.3.1	<p>ESSAIS ET CONTRÔLE DES LOTS TECHNIQUES</p> <p>Conformément aux termes de la loi du 4 janvier 1978 et ses décrets d'application, les entreprises devront procéder aux contrôles internes de qualité et aux essais définis aux documents COPREC 1 et 2 parus aux Moniteurs du 18 mai 1979 et du 17 décembre 1982. Ces procès-verbaux d'essai seront diffusés en trois exemplaires au Maître d'oeuvre (2 ex.) et au Maître de l'ouvrage (1ex.). De plus, les entreprises devront procéder aux essais prévus aux DTU et Cahier des Charges et demandés aux prescriptions particulières de chaque lot. Et en particulier : · Aux essais d'écrasement des bétons sur éprouvettes normalisées. Ces essais devront être régulièrement effectués par un laboratoire indépendant (cf. DTU21). · Aux essais d'auto contrôle pour les travaux de désenfumage et de détection incendie, les entreprises étant soumises à une obligation de résultat.</p>
00.3.3.3.2	<p>DOSSIER DE RECOLEMENT</p> <p>Ces documents sont à la charge et aux frais des entreprises concernées, ils comprennent : - Plans des ouvrages exécutés. - Plans de récolement des ouvrages en béton armé - Plans de réseaux de distribution d'eau de ville et de réseaux d'assainissement</p>

Code	Désignation
	<p>- Schéma des réseaux plomberie- installations électriques Téléphone et TV - Documents d'exploitation - Notices de fonctionnement Consignes d'entretien Synoptiques d'installation - Fiches techniques des matériaux employés et des équipements posés Ces documents devront spécifier les sections des conduites, leurs niveaux, l'implantation et l'indication des organes de coupure, contrôle, régulation et d'une façon générale toute information utile à l'exploitation et à la maintenance dans de bonnes conditions des diverses installations ou équipement. Nota : Les documents ci-dessus seront fournis en 3 exemplaires papier et 1 exemplaire numérique regroupant les documents à l'identique au Maître d'oeuvre. Ils pourront éventuellement être constitués des documents d'exécution établis avant travaux, mais mis à jour en fonction des modifications apportées en cours de chantier. La réception des travaux est subordonnée à la réception des documents du dossier de recollement.</p> <p>Les DOE devront être transmis au plus tard 1 mois avant la date de réception communiquée par le maître d'œuvre.</p> <p>Nota : aucun paiement pour solde n'interviendra avant la remise de ces documents. Le cas échéant, il sera appliqué les pénalités de retard pour non remise de documents prévues au CCAP</p>